



**REGLEMENT DE CONSULTATION
N° B21-04212-MPA**

Procédure adaptée relative à l'ensemble des prestations nécessaires aux missions de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) pour la conception et la réalisation de l'installation THEMIS (Projet BOSTON)

POUR VOTRE INFORMATION :
Depuis le 1^{er} octobre 2018, les offres papier ne sont plus recevables.

Etapes de la procédure	Calendrier
Date limite de remise des offres	Le 17/12/2021 avant 15h30
Date de la visite obligatoire	Cf. à l'article 3.6 infra

SOMMAIRE

1.	OBJET	3
2.	DOCUMENTS APPLICABLES	3
3.	PROCEDURE	3
3.1.	Généralités	3
3.2.	Type de procédure	4
3.3.	Cotraitance	4
3.4.	Conditions de participation à la consultation.....	4
3.5.	Conflit d'intérêts.....	4
3.6.	Réunion préalable et visite sur site	4
3.7.	Questions des soumissionnaires	5
3.8.	Modifications/Complément au Dossier de Consultation	5
3.9.	Variantes.....	5
4.	PRESENTATION DE L'OFFRE	5
4.1.	Conditions de Prix	5
4.2.	Contenu de l'offre	5
4.3.	Validité de l'offre	7
4.4.	Documents relatifs au respect de la réglementation fiscale et sociale à fournir par l'attributaire du marché	7
5.	REMISE DES OFFRES ELECTRONIQUES.....	7
5.1.	Date limite de remise des offres électroniques	7
5.2.	Forme de remise des offres électroniques.....	7
6.	DISPOSITIONS PARTICULIERES	8
6.1.	Sous-traitance	8
6.2.	Cotraitance	8
6.3.	Confidentialité.....	8
7.	CONTRAINTES DE SECURITE AU TITRE DU PRESENT MARCHÉ SENSIBLE AVEC ENQUETE ADMINISTRATIVE ET SPECIAL FRANCE	9
8.	JUGEMENT DES OFFRES.....	9
9.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9
	ANNEXE 1 - GRILLE D'EVALUATION POUR LE CRITERE QUALITÉ - SANTÉ - SECURITÉ - ENVIRONNEMENT	10
	ANNEXE 2 - ATTESTATION DE VISITE	12
	ANNEXE 3 - COORDONNEES DU SOUMISSIONNAIRE.....	13

**REGLEMENT DE CONSULTATION
N° B21-04212-MPA**

1. OBJET

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions de déroulement de la consultation relative à l'ensemble des prestations nécessaires aux missions de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) dans le cadre de la conception et la réalisation de l'installation THEMIS.

Le chantier est classé en première catégorie au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail et de l'article R.238-8 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, vis-à-vis des compétences du coordonnateur.

Ces prestations sont réalisées pour le compte de la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'œuvre Projet, pour le compte du Département métiers projet et environnement digital du CEA Cadarache maître d'ouvrage.

Ce marché est un marché sensible au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

Le présent marché nécessite la divulgation d'informations ou supports non classifiés comportant la mention « Spécial France ».

Le Titulaire devra être en mesure de traiter des informations et des supports de niveau de Diffusion « Spécial France » au sens de l'IGI 1300 en date du 9 août 2021.

2. DOCUMENTS APPLICABLES

La présente consultation est régie, par ordre de priorité décroissante, par les documents ci-après :

- les prescriptions de sécurité - sûreté nucléaire - radioprotection du Marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- les dispositions particulières fixées dans le présent règlement de consultation et ses annexes,
- le projet de marché et ses annexes référencés B21-04212-MPA
- les prescriptions techniques et leurs annexes :
 - o le cahier des charges référencé 620 2W610 CDC 21 002 DO Indice B en date du 08/10/2021 et ses annexes, ainsi que tous les documents de référence spécifiés applicables à la prestation,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR026,
- les Conditions Générales d'Achat (**CGA**) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de février 2013),
- le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc...).

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les documents relatifs :

- aux Conditions Générales d'Achat du CEA (Français et Anglais),
- aux Marchés spécifiques de sous-traitance,
- aux Marchés d'Assainissement radioactif et démantèlement nucléaire du CEA, sont disponibles sur le site : www.cea.fr rubrique Entreprises

3. PROCEDURE

3.1. Généralités

Le CEA est soumis aux dispositions des textes en vigueur fixant les règles applicables aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs.

Les conditions d'exécution du marché et les différentes dispositions applicables font l'objet d'un projet de marché joint au dossier de consultation. Ledit projet, dont les dispositions financières seront à préciser, correspond au

document qui sera proposé à la signature de l'entreprise retenue, sous réserve de modifications mineures de mise au point du marché.

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA dispose d'un outil d'évaluation relatif à l'exécution de ses marchés. Dans ce cadre, le CEA peut être amené à réaliser des audits et/ou à demander des plans d'actions correctives à ses fournisseurs.

3.2. Type de procédure

La procédure de passation retenue au titre de la présente consultation est la procédure adaptée définie à l'article L.2123-1 du code de la commande publique (ci-après désigné par CCP).

Conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du code de la commande publique, cette procédure intègre une phase de négociation.

Le CEA se réserve cependant la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

La participation des candidats à la présente consultation emporte leur pleine acceptation sur cette procédure.

Le soumissionnaire n'aura droit à aucune indemnité pour les études et frais divers qu'il aura engagés pour la préparation de l'offre.

Sans que sa responsabilité ne puisse être engagée, le CEA se réserve la possibilité de ne pas donner suite à la consultation.

Le marché n° B21-04212-MPA est un marché sensible et nécessite une enquête administrative de la personne morale. Il est à noter que le DCE ne contient aucune information sensible.

3.3. Cotraitance

La cotraitance est autorisée. La convention de groupement doit être remise avec l'offre.

Il est interdit de cumuler les candidatures :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Les groupements seront des :

- ☒ Groupements Momentanés d'Entreprises Solidaires,
ou
- ☒ Groupements Momentanés d'Entreprises Conjointes. Le mandataire devra être solidaire de toutes les entreprises membres du groupement.

3.4. Conditions de participation à la consultation

Pour participer à cette consultation, l'entreprise ou le groupement devra :

- présenter une capacité financière et professionnelle suffisante pour les prestations objet de la consultation,
- disposer des habilitations / certifications / agréments requis pour réaliser l'ensemble des prestations de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) de niveau 1,
- ne pas être dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique.

3.5. Conflit d'intérêts

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêts à l'occasion de l'exécution du marché, objet de la présente consultation, chaque soumissionnaire s'engage à avertir sans délai le CEA s'il se trouve en situation de détenir un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ de la présente consultation. Le cas échéant, le soumissionnaire peut néanmoins candidater au marché, objet de la présente procédure, à condition qu'il apporte la preuve au CEA qu'il ne dispose d'aucun avantage de nature à fausser la concurrence et à constituer une rupture d'égalité avec les autres candidats.

Dans ces conditions, et dans l'hypothèse où les éléments d'information fournis par le candidat ne s'avèreraient pas suffisamment convaincants pour le CEA, sa candidature sera rejetée.

3.6. Réunion préalable et visite sur site

Une réunion préalable de présentation du dossier de consultation sur site sera organisée. Le soumissionnaire est tenu d'y participer et de se rendre sur place pour apprécier la technicité, la documentation et l'étendue des prestations à réaliser ainsi que les conditions spécifiques d'exécution, notamment les contraintes liées à la localisation du site, les accès, les conditions de travail.

Une réunion préalable de présentation du dossier de consultation et de visite sur site est prévue :

Le 24/11/2021 à 10h00 ou 14h00 au bâtiment 155 (Salle 55 Albatros).

Le soumissionnaire devra prendre contact avec l'interlocuteur technique du CEA (coordonnées au paragraphe 9 infra) afin d'établir les formalités d'accès au site. Il est tenu de communiquer, au moins 7 jours ouvrés avant la date de la visite, les coordonnées de chaque participant.

Si le soumissionnaire est dans l'impossibilité de se rendre disponible à la date fixée, il doit prendre contact avec le correspondant technique du CEA, afin de convenir d'une autre date.

Il est précisé que cette visite présente un caractère obligatoire pour la recevabilité de l'offre.

Chaque candidat doit se munir de l'attestation de visite jointe en Annexe 2 à signer contradictoirement par le représentant du candidat et par le responsable CEA chargé de la visite.

3.7. Questions des soumissionnaires

Les questions éventuelles des soumissionnaires à l'issue des visites doivent être communiquées par écrit **via la plateforme PLACE**, au plus tard **dix (10) jours** avant la date limite de remise des offres.

Une réponse écrite de la part du CEA sera fournie à tous les soumissionnaires.

3.8. Modifications/Complément au Dossier de Consultation

Le CEA se réserve la possibilité d'apporter des modifications et/ou compléments au dossier de consultation après son envoi et au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres. Les soumissionnaires devront présenter leur offre sur la base du dossier de consultation ainsi modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les soumissionnaires, la date limite de remise des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.9. Variantes

La présentation de variantes n'est pas autorisée.

4. PRESENTATION DE L'OFFRE

Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre doivent être rédigés en langue française (ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté s'ils émanent d'une autorité étrangère).

4.1. Conditions de Prix

Les prix proposés seront établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre et suivant les dispositions contenues dans le projet de marché joint au présent dossier de consultation.

Les prix incluent toutes les sujétions définies dans les documents cités au paragraphe 2 du présent règlement de consultation.

4.2. Contenu de l'offre

L'offre devra être composée des éléments suivants :

Sur le plan administratif :

- Le formulaire DC1 (Lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants), ou équivalent.
- Le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), ou équivalent.

Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet suivant :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-4 du CCP, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

- Le cahier des charges et le projet de marché dûment paraphés et signés, valant acceptation sans réserve.
- **La version projet du Plan Contractuel de Sécurité (PCS) complétée.**
- Les pièces justificatives des certifications ou habilitations mentionnées au paragraphe 3.4.
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et les chiffres d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle en cours de validité.
- **Un extrait de KBIS datant de moins de 3 mois.**

- Les copies des pièces d'identités françaises du Dirigeant habilité à engager la société et signataire du marché, et de l'Officier de Sécurité, rattaché au présent marché.
- Les copies des pièces d'identités françaises pour tout le personnel intervenant sur le site du CEA.
- La copie du ou des jugements prononcés si le soumissionnaire (ou une société en cas de groupement) est en redressement judiciaire.
- L'attestation de visite jointe dûment complétée et signée par le représentant du CEA.
- Les documents mentionnés au paragraphe 7 ci-après pour les marchés protégés.

Sur le plan commercial :

- La décomposition de prix conforme au modèle joint au DCE.
- Le prix de la prestation tel que précisé au paragraphe 4.1. **L'annexe financière sera remise sous formats Excel et PDF.**

Sur le plan des dispositions organisationnelles prévues pour l'exécution des prestations dont celles visant à s'assurer du niveau de compétence et de l'expérience des intervenants et celles visant à assurer la continuité des missions à niveau égal de compétences en cas d'indisponibilité d'un intervenant (absences prévues et imprévues) :

- Un planning prévisionnel de présence sur le site durant la phase de réalisation de l'ouvrage.
- La décomposition en temps des éléments de mission (phase de réalisation) jointe au DCE dûment complétée.
- Les dispositions de suivi du déroulement de la mission, sur les aspects techniques et contractuels.
- Les dispositions retenues pour assurer la continuité de la mission en cas d'indisponibilité d'un intervenant (absences prévues et imprévues).

Sur le plan des moyens humains mis en œuvre pour l'exécution des prestations au regard des exigences et contraintes spécifiées dans le cahier des charges dont la justification du dimensionnement des ressources :

- L'organisation mise en œuvre pour mener à bien la prestation, avec le rôle de chacun des acteurs (opérationnels, encadrement,...) de cette organisation, dont le justificatif du dimensionnement des ressources, ainsi que le détail des missions cotraitées le cas échéant.
- Un descriptif détaillé des profils types des intervenants comprenant l'expérience professionnelle, les compétences, qualifications, habilitations et agréments requis au titre du présent marché.

Sur le plan organisation adaptée à la prestation prévue pour le suivi des aspects qualité, sécurité et environnement :

- Un descriptif des **dispositions organisationnelles Qualité - Sécurité - Environnement (QSE) spécifiques au présent chantier (différent de la politique QSE générale), qui seront mises en œuvre sur site au titre de la prestation objet du présent marché,**
- L'annexe 1 du présent document renseignée, relative notamment à la politique et l'organisation sécurité **ainsi que son déploiement sur le site au titre de la prestation objet du présent marché,**
- Un **PAQSE** préliminaire **adapté à la prestation** décrivant, **pour la prestation objet du présent marché,** la gestion et le suivi documentaire, la gestion des non conformités et écarts constatés par le CEA sur le déroulement de la prestation, ainsi que l'ensemble des mesures environnementales et de sécurité prévues sur le chantier. Le PAQSE préliminaire comprend notamment l'organigramme fonctionnel mis en place pour assurer l'exécution complète des prestations du présent marché.

Les éléments décrits ci-après sont demandés à titre informatif et ne feront pas l'objet d'une appréciation / notation :

Sur le plan technique :

- Des références à des prestations équivalentes, détaillées afin de justifier l'expérience acquise et les points forts à valoriser pour la présente mission.

Sur les aspects QSE (Qualité/Sécurité/Environnement) :

- Un descriptif de la politique générale qualité, sécurité et environnement adossé avec les certifications QSE conformes ou système de QSE en conformité avec les normes ISO 9001, ISO 14001 et ISO 45001.

En cas de présence de personnel sur site :

- Le nombre et la qualification du personnel appelé à intervenir sur le site du CEA de Cadarache.
- Le temps de présence sur site (> ou < à 400 heures à titre indicatif).

4.3. Validité de l'offre

L'offre est valable 6 mois à compter de la date limite de remise des offres.

4.4. Documents relatifs au respect de la réglementation fiscale et sociale à fournir par l'attributaire du marché

Conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 et R.2143-16 du CCP, l'entreprise retenue par le CEA ne pourra devenir Titulaire du marché qu'à la condition de transmettre avant sa signature et dans le délai fixé par le CEA :

- les pièces prévues aux articles D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou D.8222-7 et D.8222-8 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du travail, qui sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

Dans le cas où l'entreprise retenue ne produirait pas ces documents dans le délai imparti, son offre sera rejetée sans autre formalité.

5. REMISE DES OFFRES ELECTRONIQUES

5.1. Date limite de remise des offres électroniques

Les offres des soumissionnaires devront être remises au plus tard le **17/12/2021 avant 15h30**.

Tout dossier reçu après cette date sera écarté d'office.

5.2. Forme de remise des offres électroniques

Les offres des soumissionnaires devront être transmises à l'adresse indiquée ci-après :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Conditions d'utilisation et prérequis techniques :

Pour répondre aux appels d'offres du CEA, il est nécessaire de s'inscrire sur PLACE. Pour cela, il faut vous munir de votre numéro de SIRET. Si vous disposez déjà d'un compte sur PLACE, il est aussi opérationnel pour les appels d'offres du CEA.

Si vous aviez déposé des documents dans le coffre-fort électronique du portail des marchés du CEA, il faudra les reporter dans PLACE.

Pour toute question, vous pouvez vous référer à la rubrique Aide de PLACE ou contacter le support au :

Hotline : 01.76.64.74.07

Conditions particulières de remise des offres :

Ce marché étant sensible, nous attirons votre attention sur le fait que vous devrez impérativement fournir :

- Soit un avis favorable d'Enquête Administrative émanant du Service enquêteur en cours de validité, ou le cas échéant d'une attestation d'habilitation de l'autorité d'habilitation (MTES/DGA) en cours de validité.
- Soit un dossier de demande d'Enquête Administrative (pour tout renseignement contacter habilitationAAPCCadarache@cea.fr)
L'avis favorable ou le dossier doit être retourné impérativement avant la date figurant au paragraphe 5.1., par courriel à l'adresse suivante : habilitationAAPCCadarache@cea.fr

Remise d'une offre au format électronique :

L'enveloppe d'offre doit être au format « zip » contenant les éléments mentionnés dans le présent règlement de consultation.

Ces fichiers seront nommés selon le contenu du fichier, par exemple : offre-technique.pdf

Le nom donné à l'enveloppe électronique d'offre sera : offre-nomsociete-B21-04212-MPA.zip

Possibilité de remettre une copie de sauvegarde (facultatif) :

Le soumissionnaire peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique, soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu'est détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique,
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde sera détruite à l'issue de la procédure si elle n'a pas été utilisée.

Si un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci sera écartée.

La copie de sauvegarde devra être envoyée dans les délais impartis pour la remise des offres à l'adresse indiquée ci-après :

CEA/Cadarache
Service des marchés et achats – Bât 122
13108 SAINT PAUL LEZ DURANCE Cedex
À l'attention de Marine PARRINI

Elle sera remise sous double enveloppe cachetée composée :

- d'une enveloppe extérieure sur laquelle sera mentionnée l'adresse du CEA indiquée ci-dessus,
- d'une enveloppe intérieure, portant le nom du soumissionnaire et la mention « **COPIE DE SAUVEGARDE - CONSULTATION – B21-04212-MPA – NE PAS OUVRIR** », en lettres capitales.

La copie de sauvegarde pourra être transmise par courrier ou déposée par porteur au guichet d'accueil du Service des marchés et achats – Bât.122 – dans le strict respect du délai mentionné ci-dessus et contre remise d'un récépissé. Pour déposer une copie de sauvegarde, le porteur doit disposer d'un avis de rendez-vous fait auprès de l'acheteur dont les coordonnées figurent au paragraphe 9 infra. Cette demande d'avis de rendez-vous doit être établie au minimum 7 jours ouvrés avant la date de dépôt de l'offre.

Tout dossier ne respectant pas le formalisme du paragraphe 5.2 pourra être écarté.

6. DISPOSITIONS PARTICULIERES

6.1. Sous-traitance

En application de l'article L. 4532-5 du code du travail et de la circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996, la sous-traitance est interdite pour tout marché de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

6.2. Cotraitance

Dans le cas d'une candidature déposée par un groupement, il est rappelé que :

- Chaque membre du groupement doit produire un dossier d'offre comprenant l'ensemble des documents énoncés à l'article 4.2.
- Tous les membres du groupement doivent impérativement fournir soit un avis favorable d'Enquête Administrative en cours de validité, soit un dossier de demande d'enquête administrative dûment complété (dossier disponible aux coordonnées suivantes : Mail : habilitationAAPCCadarache@cea.fr). L'avis favorable ou le dossier de demande d'Enquête Administrative doit être envoyé par mail à l'adresse mail indiquée ci-dessus impérativement avant la date figurant au paragraphe 5.1.
- Tel que précisé à l'article 3.3., la convention de groupement doit être remise avec l'offre.

Le nom des entreprises cotraitantes ainsi que les conditions de cette cotraitance doivent être précisés et décrits dans le Plan Contractuel de Sécurité (PCS) du Marché.

A défaut d'avoir fourni et complété les pièces demandées dans le délai imparti, le candidat est réputé avoir renoncé à sa demande d'enquête administrative pour le présent marché et à soumissionner au présent marché.

6.3. Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA et par les dispositions du projet de marché relatives à la protection du secret de la défense nationale.

Les sociétés consultées ne doivent pas utiliser ou transmettre des informations issues de la présente consultation à des tiers dans un but autre que celui de répondre à la présente consultation.

Le soumissionnaire s'engage à ne jamais communiquer ou publier en France ou à l'étranger, sans l'autorisation préalable et écrite du CEA, les résultats des études auxquelles auront pris part ses salariés, ainsi que les renseignements de toute nature dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la présente consultation et notamment les informations relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ou aux Installations Nucléaires de Base (INB).

Le soumissionnaire doit préciser quelles sont les informations confidentielles contenues dans son offre. Il précise l'usage qui peut en être fait, la durée de l'obligation de confidentialité, les personnes tenues au secret et les personnes auxquelles l'information ne doit pas être transmise.

7. CONTRAINTES DE SECURITE AU TITRE DU PRESENT MARCHÉ SENSIBLE AVEC ENQUETE ADMINISTRATIVE ET SPECIAL FRANCE

Ce marché est un marché sensible.

Les candidats doivent impérativement fournir :

- soit un avis favorable d'Enquête Administrative en cours de validité ;
- soit un dossier de demande d'Enquête Administrative dûment complété (dossier disponible aux coordonnées suivantes : Mail : habilitationAAPCCadarache@cea.fr).

L'avis favorable ou le dossier de demande d'Enquête Administrative doit être envoyé par mail à l'adresse mail indiquée ci-dessus impérativement avant la date figurant au paragraphe 5.1.

Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas d'offre en Groupement Momentané d'Entreprises.

A défaut d'avoir fourni et complété les pièces demandées dans le délai imparti, le soumissionnaire est réputé avoir renoncé à sa demande d'Enquête Administrative pour le présent marché et à soumissionner au présent marché.

Avec l'enquête administrative de la personne morale, les copies des pièces d'identités françaises du Dirigeant, habilité à engager la société et signataire du marché, et de l'Officier de Sécurité, rattaché au présent marché, sont à joindre.

Les copies des pièces d'identités françaises pour tout le personnel intervenant sur le site du CEA sont également à joindre.

Le présent marché nécessite la divulgation d'informations ou supports non classifiés comportant la mention « Spécial France ». En conséquence, aucune candidature émise par une entreprise de droit étranger ne pourra être retenue. Le Titulaire devra être en mesure de traiter des informations et des supports de niveau de Diffusion « Spécial France » au sens de l'IGI 1300 en date du 9 août 2021.

8. JUGEMENT DES OFFRES

L'offre sera analysée conformément aux critères pondérés de sélection suivants :

- Prix calculé sur la base du montant total forfaitaire en € HT (parts ferme et optionnelle comprises) (55%)
- Dispositions organisationnelles prévues pour l'exécution des prestations dont celles visant à s'assurer du niveau de compétence et de l'expérience des intervenants mis en place et celles visant à assurer la continuité des missions à niveau égal de compétences en cas d'indisponibilité d'un intervenant (absences prévues et imprévues) (25%)
- Moyens humains mis en œuvre pour l'exécution des prestations au regard des exigences et contraintes spécifiées dans le cahier des charges dont la justification du dimensionnement des ressources (10%)
- Organisation adaptée à la prestation prévue pour le suivi des aspects qualité, sécurité et environnement (10%)

9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le soumissionnaire est prié de s'adresser :

En ce qui concerne la partie technique :

Unité : DES/DIMP/SRTM/GSCS

M. MARIA Franck

E-mail : franck.maria@cea.fr

Tél. : 04.42.25.72.24 / 06 83 96 60 93

En ce qui concerne la partie commerciale :

Service des marchés et achats

Nom : Mme PARRINI Marine

Email : marine.parrini@cea.fr

Tél : 04.42.25.43.36

Informations plateforme : **Christel DAGUT-PAVAGEAU** - Tél 04.42.25.23.79

Annexe 1 - GRILLE D'EVALUATION POUR LE CRITERE QUALITÉ - SANTÉ - SECURITÉ - ENVIRONNEMENT

À compléter par les soumissionnaires si les prestations du marché le nécessitent

QUESTIONNAIRE SANTE SECURITE - OFFRES													
Politique et organisation santé/sécurité													
1. Dans votre entreprise, existe-t-il une politique santé sécurité traduite dans un engagement de la direction générale, charte, politique sécurité connue de l'ensemble des salariés ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Fournir pièce jointe si possible												
2. Décrivez sommairement l'organisation santé-sécurité de votre entreprise : moyens affectés, politique de sous-traitance	Fournir pièce jointe si possible												
3. Décrivez l'organisation santé-sécurité de votre entreprise dans le cadre de la prestation objet du cahier des charges : moyens affectés, politique de sous-traitance	A joindre à l'offre												
4. Existe-t-il un système de délégation de pouvoir spécifique en matière de santé sécurité dans le cadre de la prestation ? Dans l'affirmative, veuillez décrire le système.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Fournir pièce jointe si possible												
5. La prestation sera-t-elle couverte par un système de management de la santé et de la sécurité au travail (type ISO 45001 ou équivalent) ?	Oui <input type="checkbox"/> Référentiel : Non <input type="checkbox"/>												
Déploiement sur site :													
6. Veuillez indiquer si vous déployez des procédures chantier en précisant si les points suivants sont mis en œuvre a) Plan d'action spécifique chantier b) Visites de sécurité (si oui préciser la fréquence) c) Nomination d'un animateur ou correspondant santé sécurité d) Système d'information du personnel Dans l'affirmative, décrire le système.	A joindre à l'offre Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Fréquence : Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>												
Résultats													
7. Indiquez pour les 3 dernières années vos Tf et Tg ainsi que les moyennes sectorielles	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>n-3</th> <th>n-2</th> <th>n-1</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Tf</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Tg</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table> Moyennes sectorielles Tf : Tg :		n-3	n-2	n-1	Tf				Tg			
	n-3	n-2	n-1										
Tf													
Tg													
QUESTIONNAIRE RSE - OFFRES													
Politique environnementale et sociétale													
8. Avez-vous inscrit le respect de l'environnement, de la biodiversité, des écosystèmes, des espèces menacées et/ou du climat dans votre politique d'entreprise? (certificat 14001, charte interne...)	Joindre politique, certificat(s)												
9. Avez-vous une politique, un label sur la mixité, l'égalité hommes/femmes...	Joindre politique, label, charte												
10. Les procédés de fabrication de votre société / les services réalisés dans le cadre du marché prennent -ils en compte une optimisation des ressources (eau, énergie..) et une optimisation des rejets? si oui, expliciter.													
11. Quelles sont les actions menées par l'entreprise pour protéger la santé ou améliorer le bien-être des travailleurs (matières premières ou procédés de fabrication plus respectueux, politique d'entreprise qui intègre la responsabilité sociale,...)													
12. Envisagez-vous de faire appel à du personnel en insertion dans le cadre de ce contrat ?													

Emballages	
13. Votre entreprise a-t-elle défini une politique environnementale relative aux emballages (réduction des emballages, utilisation d'emballages en matériaux écologiques, recyclés, recyclables) ?	
14. Cette politique pourrait-elle être mise en œuvre dans le cadre du marché ? si oui, expliciter.	
Transports jusqu'au site client	
15. Eventuellement : quelles actions proposez-vous lors de l'exécution de ce marché pour diminuer l'impact environnemental de vos transports ? Exemples : optimisation du chargement des camions, circuit de distribution, formation à l'éco-conduite des commerciaux/livreurs, différentes tailles de camion, norme euro des camions, transport par train ou bateau...	
Déchets	
16. Votre entreprise a-t-elle défini une politique environnementale relative à ses déchets (recyclage, réutilisation, valorisation...) ?	
17. Cette politique pourrait-elle être mise en œuvre dans le cadre du marché ? si oui, expliciter.	



Annexe 2 - ATTESTATION DE VISITE

Cadarache, le

Consultation : B21-04212-MPA

Je soussigné M. / Mme
représentant l'entreprise (ou le groupement d'entreprises)
Atteste avoir effectué la visite des installations

le

Cette visite obligatoire, a été réalisée par les représentants de l'entreprise désignés ci-après :

-
-
-
-
-

Je certifie enfin, que lors de cette visite, le CEA n'a à aucun moment entravé l'accès aux informations accessibles et nécessaires à l'élaboration d'une proposition technico-économique dans le cadre de la consultation citée en objet.

Pour le soumissionnaire

Pour le CEA

Annexe 3 - Coordonnées du soumissionnaire

Coordonnées du soumissionnaire

Société :
R.C.S :
Siège social à :
Représentée par :
Agissant en qualité de :

Le Service des marchés et achats du CEA peut contacter l'entreprise aux coordonnées ci-dessous :

Correspondant technique :

Nom Prénom :
N° Tél fixe :
N° Tél mobile :
N° Fax :
Courriel :

Correspondant achats :

Nom Prénom :
N° Tél fixe :
N° Tél mobile :
N° Fax :
Courriel :